

TESTATA

LE MONDE  
ECONOMIE

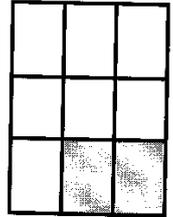
DATA

020903

PAGINA

VI

POSIZIONE



## La cohésion territoriale, garante d'une Union approfondie *par Claudio Martini*

**L**e 13 juillet, à l'occasion d'un dimanche studieux du collège des commissaires européens consacré à une réflexion sur le futur budget de l'Union, était présenté le rapport Sapir, du nom du professeur ayant piloté sa rédaction, commandé par le président de la Commission européenne. Il qualifie l'actuel budget de « *relique historique* », inadapté à l'état présent et à venir de l'intégration européenne. Une partie de ses diagnostics et propositions paraît utile au débat :

- concernant les ressources, il dénonce la règle du recours à l'unanimité entre les Etats pour convenir des perspectives financières et de leur allocation et prône l'établissement clair d'une fiscalité directe alimentant le budget européen pour les tâches confiées à l'Union ;

- il considère que le budget de l'Union doit concourir en priorité aux deux objectifs de la croissance et de la solidarité et venir à l'appui des objectifs de compétitivité définis à Lisbonne, en servant en priorité la recherche-innovation, les transports, l'éducation et la formation ainsi que le rattrapage des Etats les plus pauvres.

Cependant, d'autres aspects de ce rapport sont contestables et relèvent soit d'un parti pris idéologique, soit d'une scolastique de macro-économistes, soit d'une méconnaissance profonde de la réalité de la construction européenne :

- par un tour de prestidigitation, l'objectif de cohésion est remplacé par celui de convergence. Il s'agit de deux concepts différents, aussi utiles et nécessaires l'un que l'autre, et dont la complémentarité a fait la réussite des élargissements succes-

sifs. La convergence entre les économies nationales et régionales n'aurait probablement pas atteint son niveau actuel sans la politique de cohésion mise en œuvre depuis une quinzaine d'années. Il est également probable que, sans cette dernière, les populations auraient refusé les efforts exigés par la convergence, tant celle-ci se serait traduite par un durcissement de la compétition pour les individus et pour les territoires. Faut-il n'avoir pas quitté son bureau, sa chaire ou ses manuels, n'avoir pas parcouru l'Europe en tous sens depuis trente ans, pour ne pas voir les transformations profondes entraînées par les politiques régionales de cohésion !

- la proposition Sapir ne prend appui ni sur des acteurs citoyens ni sur des territoires. Elle réduit l'at-

individus dont l'emploi est menacé ou supprimé.

Mais il faut être simpliste pour croire que ces quatre orientations suffiront à mobiliser la population d'un continent entier si elles n'innervent pas davantage le corps social. Ce n'est que par une mise en œuvre équitable, non seulement au niveau national mais également régional et local, qu'un objectif européen de compétitivité pourra s'appuyer sur les capacités d'initiatives de l'ensemble des acteurs socio-économiques. Sans cela, l'objectif de compétitivité risquerait fort de ne pas être atteint, et les conséquences spatiales de ces propositions seraient en outre d'introduire, en Europe, des rapports aussi inégaux que ceux qui prévalent entre territoires du Mexique et des Etats-Unis dans le cadre de l'Ac-

« Il est impossible de ne pas accompagner les chocs de l'intégration et de la globalisation par un soutien aux Etats les plus pauvres et aux individus dont l'emploi est menacé ou supprimé »

teinte des objectifs de Lisbonne à quatre actions indispensables pour la compétitivité de l'Europe. Il est certes nécessaire de promouvoir la mobilité universitaire, d'offrir des formations internationales aux étudiants et aux travailleurs et de développer une douzaine d'universités de niveau mondial au sein de l'Union. Il est, bien sûr, impératif de développer les infrastructures connectant les marchés nationaux. Et il est impossible de ne pas accompagner les chocs de l'intégration et de la globalisation par un soutien aux Etats les plus pauvres et aux

cord de libre-échange nord-américain (Alena) ou, demain, de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Nos macro-économistes ont-ils pris la peine de retenir les leçons de l'historien britannique Paul Kennedy sur les causes de la naissance et du déclin des grandes puissances, sur cette capacité des élites dirigeantes à construire les consensus nécessaires à la levée de l'impôt au service des ambitions de puissance ?

Les propositions du rapport Sapir auraient-elles fait l'impasse sur ce que les économistes de l'innovation

TESTATA

**LE MONDE  
ECONOMIE**

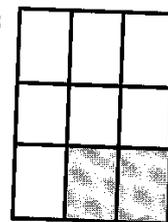
— DATA

**020903**

PAGINA

**VI**

POSIZIONE



appellent le « trou noir », c'est-à-dire l'impuissance des modèles macro-économétriques à rendre compte du facteur humain ?

Une autre option répond au défi des élargissements et de l'association des acteurs de terrain à la réussite des stratégies de Lisbonne et de Göteborg. Elle inscrit les efforts et les ressources de tous dans le cadre d'une compétence partagée de cohésion économique, sociale et territoriale offrant une équité des chances de développement de tous les territoires. Cela requiert des orientations et des mécanismes européens permanents, poursuivant à long terme la promotion d'un modèle de compétitivité régionale solidaire. Les plus riches des contributeurs y trouveront l'assurance de ne pas avoir à porter, sine die, une charge d'assistance vis-à-vis des moins dotés. C'est l'option d'un approfondissement de la vie en commun.

C'est sur cette base qu'ont été élaborées les propositions de la Conférence des régions périphériques et maritimes d'Europe (CRPM) pour la future politique régionale. Elles convergent avec les travaux préparatoires lancés, au nom de la Commission, par le commissaire Michel Barnier, entraînant une mécanique nouvelle de soutien et d'adhésion de la part des responsables régionaux de nos 150 régions membres et de leurs 160 millions d'habitants. La construction européenne peut-elle prendre le risque de briser l'une des rares dynamiques dont peut s'enorgueillir l'Union ?

**Claudio Martini** est président de la région Toscane (Italie) et président de la Conférence des régions périphériques et maritimes d'Europe (CRPM).